

ACTION URGENTE

PUBLIC

Index AI : AMR 41/056/2006 - ÉFAI

29 novembre 2006

AU 323/06

Craintes pour la sécurité / Menaces / Arrestations arbitraires

MEXIQUE

Carlos Franco Pérez Méndez (h), prêtre catholique
Alberto Tacume Cilia Ocampo (h), défenseur des droits humains au sein de l'organisation *Centro de Derechos Humanos Yaxkin* (Centre des droits humains Yaxkin)
Des membres de l'organisation *Servicios para una Educación Alternativa* (EDUCA, Services pour une éducation alternative)
ainsi que d'autres défenseurs des droits humains travaillant à Oaxaca

Amnesty International est préoccupée par les manœuvres d'intimidation dont sont victimes plusieurs personnes et organisations qui défendent les droits humains dans l'État d'Oaxaca. Il semble que des sympathisants du gouvernement soient responsables de tels actes. La vie des personnes nommées ci-dessus ainsi que celle d'autres défenseurs des droits humains à Oaxaca pourrait être en danger.

Dans la soirée du 26 novembre, trois individus non identifiés ont tiré plusieurs coups de feu en l'air alors qu'ils passaient dans leur véhicule devant l'église catholique de Siete Príncipes (dans la ville d'Oaxaca), où officie le père Carlos Franco Pérez Méndez. Peu après, ce dernier est arrivé au volant de sa camionnette qu'il a garée devant l'église. Alors qu'il se trouvait dans son bureau, à l'intérieur de l'édifice, les mêmes individus sont revenus et ont tiré à plusieurs reprises sur son véhicule avant de repartir. Le père Carlos Franco Pérez Méndez pourrait avoir été pris pour cible pour avoir donné les premiers secours aux personnes blessées au cours des récents affrontements qui ont opposé des manifestants aux forces de sécurité dans la ville d'Oaxaca. Dans les jours précédant ces événements, cet homme avait été dénoncé par des animateurs de Radio Ciudadana, une station pirate progouvernementale qui diffuse ses émissions depuis un lieu inconnu. D'après certaines informations, plusieurs animateurs de cette radio avaient incité à faire usage de violence contre les organisateurs des manifestations d'Oaxaca ainsi que contre diverses personnalités et différents représentants de l'église ou d'organisations sociales, considérés comme des sympathisants du mouvement d'opposition *Asamblea Popular del Pueblo de Oaxaca* (APPO, Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca).

Le 27 novembre, des animateurs de Radio Ciudadana auraient affirmé que le bureau des *Servicios para una Educación Alternativa* (EDUCA, Services pour une éducation alternative), une organisation qui œuvre en faveur des droits humains et du développement communautaire, servait à la fabrication de cocktails Molotov. Ils auraient également incité les auditeurs à attaquer et incendier les locaux de l'EDUCA. La sécurité des membres du personnel de cette organisation est donc menacée.

Alberto Tacume Cilia Ocampo est membre du *Centro de Derechos Humanos Yaxkin* (Centre des droits humains Yaxkin), une organisation basée à Mexico qui défend les droits des indigènes ; le même jour, il aurait fait état des violations des droits humains commises au cours des affrontements du week-end dernier aux environs du campus de l'université d'Oaxaca. D'après certaines sources, il était accompagné de deux autres individus dont l'identité n'a pas été confirmée. Ces trois personnes ont, semble-t-il, été arrêtées par la police et sont actuellement détenues dans la prison de Santa María Ixcatel. Elles n'ont pas été autorisées à recevoir la visite de leurs proches ni à consulter les avocats de leur choix. Amnesty International est préoccupée à l'idée qu'elles puissent avoir été arrêtées de façon arbitraire alors qu'elles menaient leurs activités légitimes en faveur des droits humains.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En mai 2006, des enseignants ont entamé une grève dans l'État d'Oaxaca pour réclamer une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail, en occupant la place principale d'Oaxaca et les rues voisines. Le 14 juin, la tentative d'évacuation forcée des grévistes par la police de l'État a conduit à une

radicalisation du mouvement de protestation et à la formation de l'*Asamblea Popular del Pueblo de Oaxaca* (APPO, Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca), un groupement d'organisations sociales et politiques qui soutient les enseignants et réclame la démission du gouverneur de l'État. Alors que les violences s'intensifiaient dans la ville d'Oaxaca, des policiers armés en tenue civile ont commencé à procéder à l'arrestation arbitraire de participants aux mouvements de protestation ; ils seraient également responsables de plusieurs tirs. À la fin du mois d'août, des manifestants ont érigé des barricades dans de nombreux quartiers de la ville ; l'insécurité s'est encore accrue comme des hommes armés ont continué à prendre pour cible des sympathisants de l'opposition lors de rassemblements ou sur des barricades. Le 29 octobre, la *Policía Federal Preventiva* (police préventive fédérale) est entrée dans la ville afin d'y rétablir l'ordre. De violents affrontements ont opposé à plusieurs reprises la police aux manifestants de l'opposition, dont certains ont lancé des cocktails Molotov, des pierres ou des fusées ; les policiers ont eux fait usage de gaz lacrymogène, de canons à eau, de matraques et d'armes à feu.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par les manœuvres d'intimidation visant des personnes et des organisations qui défendent les droits humains dans l'État d'Oaxaca ;
- exhortez les autorités à diligenter une enquête sur l'agression et les actes d'intimidation dont Carlos Franco Pérez Méndez, un prêtre catholique, a été la cible le 25 novembre et priez-les de prendre sans délai des mesures afin d'assurer la sécurité de cet homme ;
- demandez instamment qu'une enquête soit menée sur l'incitation, par des animateurs de Radio Ciudadana, à faire usage de la violence contre des personnes et des organisations défendant les droits humains ; demandez également que des mesures efficaces soient prises en vue de mettre un terme aux émissions de radio qui incitent à la violence et que les responsables présumés de ces pratiques soient traduits en justice ;
- engagez les autorités à assurer la sécurité des personnes travaillant avec les *Servicios para una Educación Alternativa* (EDUCA, Services pour une éducation alternative) que Radio Ciudadana a tout particulièrement appelé ses auditeurs à attaquer ;
- exhortez-les à permettre à Alberto Tacume Cilia Ocampo ainsi qu'aux deux personnes qui l'accompagnent de recevoir immédiatement la visite de leurs proches, de consulter l'avocat de leur choix, de bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin et d'avoir droit à un procès équitable ;
- rappelez aux autorités que la Déclaration des Nations Unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener celles-ci sans restriction ni crainte de représailles.

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur :

Lic. Carlos Abascal Carranza

Secretario de Gobernación, Secretaría de Gobernación

Bucareli 99, 1er. piso, Col. Juárez, Delegación Cuauhtémoc, México D.F., C.P. 06600, Mexique

Fax : + 52 55 5093 3414

Formule d'appel : Estimado Secretario de Gobernación / Monsieur le Ministre,

Ministre de la Sécurité publique :

Lic. Eduardo Medina Mora

Secretario de Seguridad Pública, Secretaría de Seguridad Pública

Paseo de la Reforma No.364, piso 16

Colonia Juarez, Delegación Cuauhtémoc, México DF. C.P. 06600, Mexique

Fax : + 52 55 5241 8393

Formule d'appel : Señor Secretario, / Monsieur le Ministre,

Gouverneur de l'État d'Oaxaca :

Ulises Ruiz Ortiz

Gobernador del Estado de Oaxaca, Carretera Oaxaca - Puerto Angel, Km. 9.5

Santa María Coyotopec, C. P. 71254, Oaxaca, Oaxaca, Mexique

Fax : + 52 951 511 6879 (si une personne décroche, veuillez dire : « me da tono de fax por favor »)

Formule d'appel : Señor Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,

Président de la Commission nationale des droits humains (CNDH) :
Dr. José Luis Soberanes Fernández
Presidente de la Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH)
Periférico Sur 3469, 5º piso, Col. San Jerónimo Lídice, México D.F. 10200, Mexique
Fax : + 52 55 5681 7199

Formule d'appel : Estimado Presidente, / Monsieur le Président,

COPIES À :

Président de la Commission des droits humains de l'État d'Oaxaca :
Dr. Jaime Pérez Jiménez
Presidente de la Comisión Estatal
Calle de los Derechos Humanos no. 210, Colonia América, C.P. 68050, Oaxaca, Oaxaca, Mexique
Fax : + 52 951 503 0220

Formule d'appel : Estimado Presidente, / Monsieur le Président,

Organisation de défense des droits humains d'Oaxaca :
Red Oaxaqueña de Derechos Humanos
Calle Crespo 524 Interior 4-E, Col. Centro, Oaxaca, Oaxaca, CP. 68000, Mexique

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 10 JANVIER 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*